

**DIFFUSION RESTREINTE**

TD\_KIGALI\_1994\_00124.txt

Wed May 20 21:17:56 2020

1

A700000017211D146007C\24T\000=4-DD

.-3DAM  
.- CMB CM5 PR3-PR4 3NU 3STR CM4 GMC PR5  
.- DIFF  
-II=CEL

TD KIGALI 124

LE 9 FEVRIER 1994  
KGLI LE 09/02/94 A 11H52

URGENT

CHIFFRE DIFFUSION RESTREINTE

ORIGINE : L'AMBASSADEUR

NB : DISTRIBUTION DIRECTEURS

AD DIPLOMATIE 124

CQ MINDEFENSE PARIS 27

CQ BRUXELLES 11

CQ DAR ES SALAM 14

CQ KINSHASA 16

CQ WASHINGTON 18

NB : SERVIR : DAM - CM5 - CMB - PR4 - PR5

TXT

CQ MINCOOP PARIS 54

CQ ARMEES PARIS 23

CQ BUJUMBURA 25

CQ KAMPALA 14

CQ NAIROBI 16

CQ DFRA NEW YORK 23

OBJET : ENTRETIEN AVEC LE FPR.

RESUME : LE FPR REJETTE L'ENTIERE RESPONSABILITE DU BLOCAGE SUR LE PRESIDENT HABYARIMANA. IL ESTIME QUE LES PROBLEMES DES PARTIS, COMME LA QUESTION DES ASSURANCES QUI POURRAIENT ETRE DONNEES AU CHEF DE L'ETAT, NE SONT QUE DES PRETEXTES. LA CAUSE REELLE DE CETTE SITUATION RESIDE, SELON LUI, DANS LE REFUS DU PRESIDENT DE METTRE EN OEUVRE LES ACCORDS D'ARUSHA. CETTE ANALYSE CONDUIT LE FPR A L'INTRANSIGEANCE.

X X X

TEXTE : LES AMBASSADEURS D'ALLEMAGNE, DE BELGIQUE, DE FRANCE ET DES ETATS-UNIS SE SONT ENTRETENUS LE 8 FEVRIER, A LEUR DEMANDE, AVEC UNE DELEGATION DU FPR. CETTE DERNIERE, CONDUITE PAR M. PATRICK MAZIMHAKA (PREMIER VICE-PRESIDENT), COMPRENAIT AUSSI MM. PASTEUR BIZIMUNGU (ANCIEN PORTE-PAROLE DU FPR ET FUTUR MINISTRE DE L'INTERIEUR) ET TITO RUTAREMARA (ANCIEN SECRETAIRE GENERAL DU FPR ET FUTUR DEPUTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE DE TRANSITION).

NOS INTERLOCUTEURS ONT COMMENCE PAR RAPPELER L'ETAT DES DISCUSSIONS CONCERNANT LES PARTIS POLITIQUES. UNE REUNION PRESIDEE LE 7 FEVRIER PAR LE REPRESENTANT SPECIAL DU SECRETAIRE GENERAL DES NATIONS UNIES, A PERMIS D'EXPLORER NOTAMMENT DEUX SOLUTIONS : L'UNE, PROPOSEE PAR LE FPR, CONSISTE A METTRE EN PLACE LES INSTITUTIONS SANS DELAI ET A LAISSER LA JUSTICE TRANCHER LES CAS LITIGIEUX (BIEN ENTENDU, LA LISTE DES DEPUTES PL INTRONISES SERAIT DANS CETTE HYPOTHESE CELLE SOUTENUE PAR LE FPR). L'AUTRE, AVANCEE PAR LE FUTUR PREMIER MINISTRE, SERAIT D'INSTALLER LES INSTITUTIONS EN LAISSANT DE COTE LE PL, TANT QUE CE DERNIER N'A PAS REGLE SES PROBLEMES INTERNES. CETTE SUGGESTION SOULEVE DES OBJECTIONS DU MRND. UNE NOUVELLE REUNION SOUS LA PRESIDENCE DE M. BOOH-BOOH REVIENDRA SUR CETTE QUESTION LE 10 FEVRIER, UNE REPONSE PRECISE ETANT ATTENDUE DE CHAQUE PARTICIPANT SUR CES DEUX SUGGESTIONS.

MAIS LES PROBLEMES DU PL NE SONT, POUR LE FPR, QUE LES "SYMPTOMES" ET NON LA REALITE DU DEBAT. LE FPR EST CONVAINCU QUE MEME DANS L'HYPOTHESE (IMPROBABLE A SES YEUX) OU UNE SOLUTION SERAIT TROUVEE AU CAS DU PL, D'AUTRES PRETEXTES SURGIRAIENT : BIEN DES PETITS PARTIS APPELES A OCCUPER UN SIEGE DANS LA FUTURE ASSEMBLEE NATIONALE DE TRANSITION ONT EUX AUSSI DES DIFFICULTES INTERNES, QUI POURRAIENT A LEUR TOUR ETRE EXPLOITEES.

POUR LE FPR, LA RAISON PROFONDE DU BLOCAGE ACTUEL RESIDE DANS LE REFUS DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ET DU MRND, SON PARTI, DE S'ENGAGER DANS LA MISE EN OEUVRE DES ACCORDS D'ARUSHA.

**DIFFUSION RESTREINTE**

198



INTRANSIGEANCE. L'ENTRETIEN A TOUTEFOIS MIS EN LUMIERE UN NET CLIVAGE ENTRE M. PASTEUR BIZIMUNGU ET NOS AUTRES INTERLOCUTEURS. ALORS QUE CES DERNIERS SE SONT PLUS A PRESENTER UN VISAGE SOURIANT ET RASSURANT, M. BIZIMUNGU S'EST MONTRE A 3 REPRIS NETTEMENT PLUS MENACANT : FAISANT ALLUSION A LA POSSIBILITE D'UNE REPRISE DES COMBATS, PUIS EVOQUANT DE FACON DETAILLEE L'EVENUALITE DE POURSUITES JUDICIAIRES CONTRE LE CHEF DE L'ETAT, INDIQUANT ENFIN QUE "SI LE PRESIDENT NE REGLE PAS LES PROBLEMES DES INTERHAMWE, NOUS LE REGLERONS". SANS DOUTE S'AGIT-IL LA D'UNE DIFFERENCE DE TEMPERAMENTS PLUS QUE D'UN PARTAGE DES ROLES, CAR IL A ETE REPRIS A CHAQUE FOIS, AVEC BEAUCOUP DE SOUPLESSE, PAR SES COLLEGUES. IL N'EN DEMEURE PAS MOINS QUE M. BIZIMUNGU EST LE FUTUR MINISTRE DE L'INTERIEUR./.

MARLAUD

195